

## "Le dernier round" dans 30 jours d'Europe (Juin 1971)

**Légende:** En juin 1971, l'hebdomadaire 30 jours d'Europe résume les principaux résultats de l'entrevue, un mois plus tôt à Paris, entre le Premier ministre britannique Edward Heath et le président français Georges Pompidou.

**Source:** 30 jours d'Europe. dir. de publ. Fontaine, François ; Réd. Chef Chastenet, Antoine. Juin 1971, n° 155. Paris: Service d'information des Communautés européennes. "Le dernier round", auteur:Mallet, Jacques , p. 7-9.

**Copyright:** Libre reproduction, mention d'origine obligatoire.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/le\\_dernier\\_round\\_dans\\_30\\_jours\\_d\\_europe\\_juin\\_1971-fr-25b0b206-68d5-44c3-9c28-526f52d86cae.html](http://www.cvce.eu/obj/le_dernier_round_dans_30_jours_d_europe_juin_1971-fr-25b0b206-68d5-44c3-9c28-526f52d86cae.html)

**Date de dernière mise à jour:** 17/10/2014

## Le dernier round

### Confiance, entente et volonté d'aboutir

**« Il y a vingt ans, les six pays qui constituent actuellement la Communauté européenne ont fait le premier pas vers la création d'une Europe nouvelle. De leur foi, de leur sagesse, est née la Communauté telle que nous la voyons aujourd'hui. Je suis convaincu que nous vivons un moment historique, comparable à celui d'il y a vingt ans. Car il est certain que les décisions que nous prendrons tous dans les semaines à venir seront déterminantes pour l'avenir politique de l'Europe ».**

**A cette déclaration du premier ministre britannique à son arrivée à Paris, le 19 mai, M. Pompidou a fait écho le 21 mai : « Je crois pouvoir dire que nous avons eu conscience qu'il s'agissait là d'un moment important dans l'histoire de nos deux nations et dans l'histoire des pays d'Europe occidentale. »**

Voilà donc clairement soulignée l'importance de cette rencontre, à tous égards exceptionnelle, qui s'est terminée — fait sans précédent — par une conférence de presse commune, après plus de onze heures d'entretiens en tête à tête.

La portée « historique » du sommet franco-britannique des 20 et 21 mai apparaîtra mieux avec le temps. D'ores et déjà, on peut résumer ses résultats en disant qu'il a rétabli la confiance entre Paris et Londres, révélé une large entente au sujet de la construction européenne et de son avenir et affirmé une volonté commune d'aboutir dans les négociations en cours entre la Communauté et le Royaume-Uni.

### La confiance

Chacun sait que l'élargissement de la Communauté était bloqué, depuis quelques années, moins par la difficulté des problèmes que par la gravité des malentendus accumulés entre les deux capitales depuis 1963.

A cet égard, la rencontre de mai tourne la page. M. Pompidou, dans sa déclaration à la presse, a voulu mettre un terme une fois pour toutes à la méfiance mutuelle : « Commencés et poursuivis d'un bout à l'autre dans la plus grande franchise, nos entretiens se terminent dans la confiance... Beaucoup de gens croyaient que la Grande-Bretagne n'était pas et ne voulait pas devenir européenne et qu'elle ne souhaitait entrer dans la Communauté que pour la détruire ou pour la détourner de ses fins. Beaucoup aussi croyaient que la France était prête à utiliser tous les prétextes pour opposer finalement un nouveau veto à l'entrée de la Grande-Bretagne. Eh bien, vous voyez devant vous ce soir deux hommes qui sont convaincus du contraire. »

De même, M. Heath, parlant devant la Chambre des Communes, le 24 mai, s'est déclaré certain « que les divisions et les suspicions qui ont affecté les relations entre la France et la Grande-Bretagne, au cours des récentes années, ont maintenant été éliminées ».

### L'entente

Dissiper les malentendus, rétablir la confiance : ce résultat était en soi important. Mais les deux hommes d'État sont allés plus loin.

Le communiqué fait état d'une « grande convergence de vues au sujet du rôle de l'Europe dans la perspective de l'élargissement de la Communauté économique européenne ». MM. Heath et Pompidou ont exprimé en particulier leur volonté « de contribuer... au développement de politiques *spécifiquement européennes*, en premier lieu dans le domaine économique et progressivement dans d'autres domaines », c'est-à-dire dans le domaine politique et plus tard, sans doute, dans le domaine de la défense. « Si, a déclaré M. Heath devant le Parlement britannique, la Communauté une fois élargie, l'Europe doit élaborer sa propre politique de défense, ces questions devront être discutées en temps voulu. » Il a souligné par ailleurs « combien les vues des gouvernements français et britannique sur le développement de l'Europe et son rôle dans le monde sont proches ».

En ce qui concerne le fonctionnement et l'évolution de la Communauté, le communiqué est même plus précis. Il fait état sur ce point « d'une entière identité de vues ». Cet accord porte sur la conception d'« une Europe composée, selon les termes de M. Pompidou, de nations soucieuses de maintenir leur identité mais décidées à travailler ensemble pour atteindre à une unité véritable ».

Dans son discours aux Communes, M. Heath a été plus explicite : « Nous avons été d'accord en particulier, dit-il, sur le fait que l'identité des États nationaux doit être maintenue dans le cadre de la Communauté qui se crée. Bien que la Commission européenne ait contribué et doive continuer à contribuer de façon précieuse à la Communauté, cela signifie naturellement que le Conseil des Ministres devra rester le forum où les décisions importantes seront prises... nous avons été d'accord également sur le fait que le maintien et le renforcement de la coopération dans une telle communauté exige que les décisions soient prises en pratique à l'unanimité lorsque les intérêts nationaux vitaux d'un ou de plusieurs membres sont en jeu... »

En un mot, M. Heath endosse le « compromis » dit « de Luxembourg », auquel le gouvernement français est pour sa part très attaché. Il reste à voir quelle sera l'opinion des autres membres de la Communauté sur ce problème important, et comment les « Dix » trouveront les moyens d'assurer le fonctionnement efficace d'une Communauté élargie qui, comme l'a souligné M. Malfatti, exigera sans doute un renforcement des institutions communautaires.

Du côté français, on s'est particulièrement félicité de l'acceptation par les Britanniques de la « préférence communautaire » en matière agricole, ainsi que de leur désir de « régler dans un esprit positif, et dans le respect des droits acquis, les problèmes qui se poseront lors du renouvellement de la Convention de Yaoundé ».

### **La volonté d'aboutir**

Il va de soi que ces entretiens ne pouvaient ni ne voulaient se substituer aux négociations qui vont se poursuivre entre la Communauté et le Royaume-Uni. Mais la volonté et la possibilité d'aboutir ont été affirmées de part et d'autre avec une vigueur particulière et sans aucune équivoque.

On retiendra particulièrement cette phrase du communiqué final : « Le président de la République et le premier britannique considèrent qu'il est souhaitable et possible de parvenir à un accord rapide sur les principaux thèmes de négociation qui sont examinés par la conférence d'adhésion. » M. Pompidou l'a souligné dans les termes les plus clairs : « Tout ce que je puis dire, c'est qu'il serait à l'heure actuelle déraisonnable de penser qu'on ne parviendra pas à un accord entre la Grande-Bretagne et la Communauté au cours des négociations du mois de juin prochain. » M. Heath l'a répété après lui.

Cela est de bon augure. Mais cela ne signifie pas que les négociations sont terminées, ni que les réunions qui vont se tenir à Luxembourg au mois de juin seront réduites à de simples formalités. Des possibilités de compromis ont sans doute été évoquées au sujet de la Nouvelle-Zélande — problème « sentimental » et politique pour lequel M. Pompidou a marqué sa compréhension — et de la contribution britannique au financement des dépenses communautaires. Il reste à les préciser et à les faire adopter par tous.

De même, on a beaucoup remarqué que le quatrième entretien, non prévu, et qui s'est prolongé, a porté sur les problèmes de la Livre dans la perspective de l'union économique et monétaire. Comme le remarque l'A.F.P. : « Il ne s'agissait évidemment pas de définir des solutions précises qui ne peuvent être trouvées qu'à long terme et dans un cadre international débordant la Communauté européenne même élargie, mais sans doute de s'entendre sur la voie dans laquelle les solutions devraient être recherchées ».

Le texte du communiqué ne fait pas apparaître un complet accord sur ce point, mais le laisse espérer : « Le premier ministre britannique a réaffirmé que la Grande-Bretagne était prête à participer pleinement et dans un esprit européen à ce développement » (de la Communauté économique européenne vers l'union économique et monétaire). « Ces entretiens ont permis d'utiles précisions qui offriront une base solide pour l'avenir. »

On peut donc dire que la voie est ouverte vers le succès des négociations, même s'il reste encore beaucoup de chemin à faire et beaucoup d'obstacles à surmonter. Un échec des négociations apparaît aujourd'hui très improbable.

### **Une nouvelle bataille d'Angleterre**

Singulier paradoxe : jamais les dirigeants britanniques n'ont été animés d'une résolution européenne aussi ferme. Jamais aussi l'opinion anglaise n'a été aussi réservée. On peut dire que plus de 60 % des Britanniques sont, aujourd'hui, hostiles à l'adhésion. Mais les sondages montrent également que 75 % d'entre eux croient que leur pays adhèrera bientôt à la Communauté.

Ces hésitations manifestent peut-être la conscience qu'a prise l'opinion de la gravité de l'engagement. Dans son interview à la B.B.C., M. Pompidou l'y a encouragée : il a parlé à ce propos de « rupture » avec le passé : « Ne vous y trompez pas, c'est une grande décision que va prendre le ministre britannique et son gouvernement. » Évoquant à ce propos la citation fameuse de Winston Churchill : « Chaque fois que j'aurai à choisir entre l'Europe et le grand large, je choisirai le grand large », il a ajouté : « Aujourd'hui, il s'agit pour la Grande-Bretagne de choisir l'Europe. Pour ma part, je souhaite profondément que ce choix soit fait, qu'il soit fait sincèrement et profondément, en mesurant les changements que cela va apporter dans la vie des Britanniques, dans leur conception même de l'existence et de leurs rapports avec l'extérieur. Mais aussi, quelle force pour l'Europe, quel avenir si nous nous entendons, si nous travaillons ensemble et si nous sommes décidés à faire ensemble de l'Europe une réalité! »

Maintenant, commence pour M. Heath une nouvelle bataille d'Angleterre. Le débat, qui s'est ouvert aux Communes le 24 mai, marque le début de cette campagne qui atteindra son apogée à l'automne — après, espère-t-on, un accord à Bruxelles, et au lendemain des Congrès des partis travailliste et conservateur.

M. Edward Heath espère pouvoir démontrer que les conditions obtenues à Bruxelles sont raisonnables et équitables. Il s'attachera à souligner les avantages que l'adhésion peut apporter à la Grande-Bretagne. Il évoquera surtout les perspectives que cette adhésion ouvrirait à l'Europe. Ces perspectives dépassent de beaucoup l'économie. Elles sont d'ordre politique. Elles se traduisent finalement en termes de civilisation.

Le peuple britannique sera-t-il prêt à saisir la chance historique qui s'offre à lui de participer pleinement à la construction d'une Europe unie? On le saura bientôt.

En tout cas, l'affaire se jouera au Parlement britannique. Et malgré l'opposition d'une minorité de conservateurs et les réticences de la majorité des travaillistes, M. Heath paraît convaincu qu'il gagnera la partie à Londres, comme il espère « gagner » à Bruxelles un accord équitable.

L'entrevue Heath-Pompidou, en elle-même, ne règle rien. Mais l'accord politique qui s'est affirmé le 21 mai rend tout possible pour l'Europe.

Jacques Mallet